



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session
Rome, 10-11 décembre 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

POUR LE

**DEUXIÈME PROJET DE GESTION DES RESSOURCES DANS LA
RÉGION DE MATRUH**



TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA en Égypte	3
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Égypte	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Caractéristiques novatrices	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)	6
V. SUMMARY COST AND FINANCING TABLE (RÉSUMÉ DES COÛTS ET TABLEAU DE FINANCEMENT)	7
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	8
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	11
VIII. EXPERIENCE OF MRMP-I AND DESIGN IMPLICATIONS FOR MRMP-II (EXPÉRIENCE DU PGRM-I ET INCIDENCE SUR LA CONCEPTION DU PGRM-II)	13



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Livre égyptienne (EGP)
1,00 USD	=	4,63 EGP
1,00 EGP	=	0,21 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

CNC	Comité national de coordination
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GRN	Gestion des ressources naturelles
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi et évaluation
UCP	Unité de coordination du projet

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET

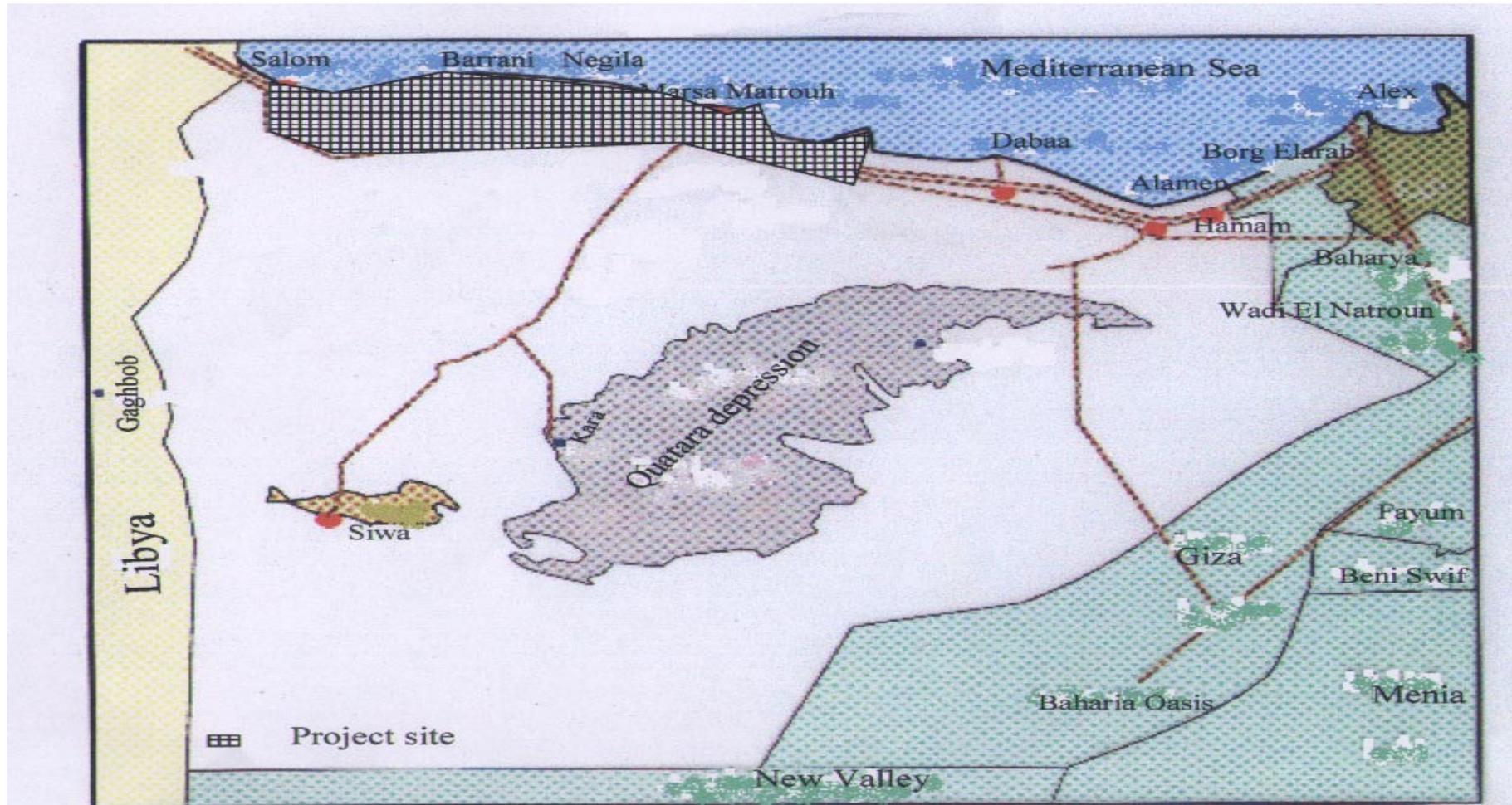


Fig 2-1 Location Map of the project Area along the NWC of Egypt.

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

DEUXIÈME PROJET DE GESTION DES RESSOURCES DANS LA RÉGION DE MATRUH

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République arabe d'Égypte
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres
COÛT TOTAL DU PROJET:	44,8 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,7 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEURS:	Fonds pour l'environnement mondial (FEM) Banque mondiale
MONTANT DU COFINANCEMENT:	FEM: 5,2 millions de USD Banque mondiale: 12,2 millions de USD
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	FEM: Don Banque mondiale: conditions ordinaires de la Banque mondiale
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	10,4 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	4,4 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	Banque mondiale
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Banque mondiale

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Quelque 13 000 ménages vivant sous le seuil de pauvreté devraient bénéficier directement des activités d'investissement du projet, qui forme la seconde phase du projet réalisé sous le même nom par la Banque mondiale. Environ 22 000 ménages (dont 9 000 ont bénéficié du projet de la Banque mondiale) pourront bénéficier des services de vulgarisation, d'une amélioration des techniques et d'autres investissements destinés à la communauté. Bien que les activités du projet s'adressent aussi bien aux hommes qu'aux femmes, un certain nombre de composantes seront ciblées exclusivement sur environ 8 300 femmes.

Pourquoi sont-ils pauvres? La zone du projet se caractérise par une base de ressources très fragile, avec des précipitations faibles et irrégulières et des sécheresses récurrentes. Les Bédouins qui y vivent ont su de tous temps gérer leurs ressources naturelles sans les épuiser en déplaçant leurs troupeaux par le nomadisme. Leur sédentarisation a transformé un système pastoral qui était équilibré sur le plan écologique en une agriculture sédentaire qui n'est pas durable. Sous la pression accrue des hommes et du bétail, cet écosystème a perdu son équilibre et est entré dans le cercle vicieux de la dégradation des ressources et de la pauvreté rurale qui compromet la biodiversité et accroît les risques auxquels l'environnement est exposé, d'autant plus qu'il n'existe pas de méthode viable pour gérer les ressources naturelles. Il n'y a pas eu de recherche adaptative visant à intégrer ce type de recherche au développement et à imaginer les moyens d'adapter les systèmes traditionnels de production semi-nomades au mode de vie sédentaire qui est aujourd'hui celui des Bédouins.

Que fera le projet pour eux? Le projet de la Banque mondiale a montré qu'il était possible d'accroître le potentiel offert par l'agriculture en récoltant l'eau et en enravant ou renversant la dégradation de plus en plus rapide des ressources par la gestion participative des ressources naturelles à l'aide des structures sociales en place. Grâce à ces mesures, on a réussi à réduire les déficits en eau et les nouvelles techniques agricoles ont permis d'augmenter sensiblement la production des cultures et de l'élevage et d'utiliser plus durablement les ressources en sols et en eau, et par conséquent d'accroître les revenus des communautés et des ménages. Par manque de fonds, on n'a cependant pu atteindre que 50% environ des ménages de la zone du projet. Il faut donc une seconde phase de ce projet pour conforter les résultats déjà obtenus et étendre leurs bienfaits à la section de la population qui n'en a pas encore bénéficié.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le projet continuera de mettre l'accent sur trois approches participatives – plans d'action communautaires, recherche et transfert de technologie adaptée à l'agriculture, et planification intégrée des bassins hydrographiques en vue de la gestion des ressources – mises au point et testées dans le cadre du projet de la Banque mondiale. S'appuyant sur les succès obtenus jusqu'ici, le projet aura pour stratégie fondamentale de tirer pleinement profit des structures sociales existantes et d'encourager la population locale à prendre des initiatives et à se mobiliser en groupes pour participer au processus de développement. Le projet a pour finalité de réduire la pauvreté en fixant des critères bien définis pour la sélection des bénéficiaires, avec la participation des communautés.

Ampleur du projet et cofinancement. Le coût total du projet, aux prix d'octobre 2002, est estimé à 44,8 millions de USD, étalés sur une période de six ans. Le financement du FIDA sera de 12,7 millions de USD, ou 28,3% du coût total du projet. La Banque mondiale apportera 12,2 millions de USD (27,2%), le Fonds pour l'environnement mondial 5,2 millions de USD (11,5%), le Gouvernement égyptien 10,3 millions de USD (23,1%) et les bénéficiaires 4,4 millions de USD (9,8%).

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA AU
CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA
RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE
POUR LE
DEUXIÈME PROJET DE GESTION DES RESSOURCES DANS LA RÉGION DE MATRUH**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République arabe d'Égypte d'un montant de 9,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,7 millions de USD) à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du deuxième projet de gestion des ressources dans la région de Matruh. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par la Banque mondiale en qualité d'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. L'Égypte est le pays le plus peuplé du Moyen-Orient et vient au second rang sur le plan de l'économie. Le recensement de 2000 estimait qu'il comptait 65 millions d'habitants, dont 95% vivent sur 4% seulement du territoire. Le taux de croissance annuel de la population a diminué constamment ces dernières années et est aujourd'hui inférieur à 2%.

2. Le Gouvernement égyptien a entrepris au milieu des années 80 une série de réformes visant à passer d'une économie à planification quasi centralisée à une économie ouverte orientée vers le marché. L'application graduelle d'un dosage approprié des politiques budgétaires et monétaires a commencé à produire ses effets dans un grand nombre d'activités du secteur public. En 1999, le déficit budgétaire représentait 4% du produit intérieur brut (PIB) suite à la chute des prix du pétrole et à l'effondrement des recettes du tourisme. Bien que le gouvernement ait révisé à la baisse le taux de croissance en valeur réelle du PIB pour 1996-2000 en l'estimant à 5% environ, ce chiffre représente encore une forte hausse par rapport au niveau de 2% en 1994. Les projections pour 2001-2005 le situent à 6%. Le PIB par habitant est passé de 1 050 USD en 1994/95 à environ 1 500 USD en 2 000.

3. Le taux d'inflation est tombé de 16% en 1995 à 3% en 2000. Les recettes d'exportation pour 1999/2000 étaient estimées à 6,4 milliards de USD et les importations à 17,9 milliards de USD, le déficit global de la balance des paiements courants étant estimé à 1,2 milliard de USD. L'Égypte possède des réserves suffisantes de devises, estimées à plus de 14 milliards de USD, et sa dette extérieure totale est d'environ 32 milliards de USD (données de 1999). La population active est de près de 18 millions, dont 8% environ sont sans emploi.

4. Le secteur agricole occupe une place importante dans l'économie, employant 30% de la main-d'œuvre du pays et comptant pour près de 20% des exportations. L'agriculture se pratique uniquement dans la vallée du Nil et son delta ainsi que dans certaines terres désertiques situées en bordure de cette zone et récemment mises en valeur (terres nouvelles). Les exploitations sont généralement de petite

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



taille, puisque près de 50% ont moins de 1 feddan (fd) et que 84% des petits agriculteurs ne détiennent que 50% de la superficie totale cultivée. Le mode de jouissance est la propriété, le fermage ou le métayage. Le morcellement est fréquent, bien que la location joue un rôle dans le remembrement. Les sols de la vallée du Nil sont fertiles et l'irrigation permet aux cultures de croître toute l'année. Presque toutes les terres portent deux récoltes, soit une intensité de culture de près de 200%. Même si les rendements des "anciennes terres" sont parmi les plus élevés du monde pour plusieurs céréales et pour l'horticulture, l'Égypte reste un pays au déficit vivrier qui couvre près de 40% de ses besoins par l'importation. Elle possède cependant un avantage comparatif pour un certain nombre de cultures d'exportation et une part croissante des terres leur est consacrée (coton, riz, fruits, légumes et fleurs).

5. Le plus grand obstacle à la croissance de l'agriculture réside dans le manque de terres irriguées alors que les précipitations sont si rares. La population est concentrée sur 4% du territoire et la superficie cultivée par habitant est tombée de 0,51 fd à 0,13 fd au cours des 100 dernières années, ce qui explique que l'Égypte ait toujours eu à cœur de mettre en valeur les terres. La mise en valeur moderne des terres remonte à 200 ans et la superficie irriguée est passée de 2 millions de fd dans les années 1700 à près de 5 millions en 1900. Les premiers efforts ont porté sur les sols alluvionnaires de la vallée et du delta du Nil. Le gouvernement a lancé un nouveau programme d'expansion dans les années 50 en mettant davantage l'accent sur la mise en valeur des déserts. Il vise à bonifier quelque 4,3 millions de fd pour 2017, dont 2,5 millions se prêteront à l'agriculture.

6. Depuis le milieu des années 70, le secteur agricole a progressé de quelque 2% par an, bien que sa contribution au PIB ait été ramenée de 29% à environ 17%. Considérant le potentiel de ce secteur, le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres a entrepris en 1987 un vaste programme de réformes qui comprenait notamment la suppression de l'affectation obligatoire des terres à certaines cultures et des quotas à livrer, l'abolition des subventions aux produits d'affouragement et aux engrais, la promotion du secteur privé, l'augmentation des fermages, la privatisation des sociétés publiques d'agriculture et la libéralisation des prix des produits agricoles. La production de nombreuses cultures a augmenté, les exploitants ayant été très sensibles aux nouvelles technologies et au relèvement des prix. L'agriculture est donc devenue l'un des secteurs les plus libéraux et les plus progressifs de l'économie égyptienne.

7. La stratégie agricole de l'Égypte est adaptée à l'intégration croissante du pays dans l'économie mondiale. Celle-ci a été rendue possible par l'accent mis sur une croissance plus rapide de l'agriculture à l'aide d'une "extension horizontale" des surfaces cultivées et d'une "extension verticale" grâce à de meilleures techniques agricoles qui ont élevé les rendements et modifié l'assortiment des cultures au profit de cultures horticoles d'une plus grande valeur et de l'élevage. On compte en obtenir une productivité plus élevée de tous les facteurs, voire la création de nouveaux emplois, un volume accru des exportations, une augmentation sensible des revenus ruraux et une réduction des niveaux de pauvreté puisqu'un plus grand nombre d'agriculteurs à faible revenu seront impliqués dans le processus de croissance. L'Égypte a pour objectif d'atteindre un taux de croissance de l'agriculture comparable à celui des pays à revenus moyens et croissance rapide les plus performants (4-6%) en: i) exploitant l'important potentiel de mise en valeur de nouvelles terres; ii) relevant les rendements des cultures traditionnelles; iii) encourageant la production des cultures horticoles à valeur élevée, et iv) accroissant la production de l'élevage en mettant à profit l'avantage comparatif que présente la production de trèfle d'Alexandrie et de fourrage vert d'été pour nourrir le bétail sur les petites exploitations.

8. L'Égypte a pris des mesures pour conserver correctement ses ressources naturelles en adoptant deux lois régissant la conservation de la biodiversité (la loi 102/83 sur les zones naturelles protégées et la loi 4/1994 sur l'environnement), et en achevant l'étude nationale de la diversité biologique en 1996, et en publiant la stratégie nationale et le plan d'action sur la biodiversité en 1998. Le principal objectif stratégique du gouvernement est d'assurer la bonne gestion et la protection des ressources naturelles et de la biodiversité. Pour faciliter l'application de la stratégie et du plan d'action, il a

recours à la consolidation des institutions, au renforcement des capacités, à la sensibilisation et aux campagnes d'encouragement en faveur du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA en Égypte²

9. On peut résumer comme suit les principaux enseignements fournis par les opérations menées par le FIDA en Égypte au cours des deux dernières décennies:

- a) **Complexité de la formulation.** Les contraintes imposées par les systèmes bureaucratiques et les difficultés de coordination entre ministères et organismes indiquent que les projets doivent être d'une conception simple et avoir des objectifs clairs, des dispositifs de ciblage efficaces, une délimitation géographique précise et des procédures et responsabilités bien définies en matière d'exécution.
- b) **Gestion participative de l'irrigation.** Les agriculteurs savent qu'un apport fiable et régulier d'eau est la clé du succès en agriculture. Ils sont donc de plus en plus nombreux à reconnaître que les associations d'irrigants sont indispensables et qu'elles peuvent être efficaces pour défendre les droits des agriculteurs et gérer l'irrigation des exploitations. Les projets doivent s'appuyer sur elles et sur des groupes participatifs analogues en tant qu'agents d'autonomisation et d'exécution des activités.
- c) **Crédit.** Les projets peuvent jouer un rôle de catalyseur et d'innovateur dans l'apport de crédit. Les conditions de participation des institutions financières et des intermédiaires du financement doivent être de nature à garantir leur engagement sans réserve et à long terme. Les contrats doivent être fermes et les initiatives futures des institutions qui fournissent le crédit doivent présenter pour elles un attrait financier suffisant.
- d) **Équité entre les hommes et les femmes et développement.** Les sensibilités culturelles des communautés installées sur les terres nouvelles sont telles qu'il faut faire preuve de souplesse dans la fourniture des services de vulgarisation, de formation et autres pour que les femmes en bénéficient réellement et soient associées aux activités des projets, que ce soit dans des groupes mixtes ou séparément, selon les situations et croyances locales.
- e) **Approche diversifiée.** L'agriculture ne saurait assurer à elle seule des revenus suffisants à la famille et stimuler un développement économique plus général dans les zones d'installation. Il faut veiller à encourager les entreprises hors exploitation, non agricoles et de services qui peuvent améliorer les perspectives d'emploi, les gains et la création d'entreprises et contribuer à atténuer les problèmes de commercialisation.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Égypte

10. **Politique de l'Égypte pour faire reculer la pauvreté.** Par l'emploi d'un seuil de pauvreté de référence fixé à 260 livres égyptiennes (EGP) par ménage et par mois pour les zones urbaines et à 203 EGP pour les zones rurales, on a estimé en 1998 que 27% de la population, soit près de 16 millions d'habitants, vivaient dans la pauvreté. Les deux tiers environ des pauvres vivent en milieu rural. Le *Rapport sur le développement humain: Égypte* estimait l'incidence de la pauvreté en 1995/96 à 34% dans les gouvernorats urbains, tandis que dans les gouvernorats ruraux elle variait entre 48% en Basse-Égypte et 60% en Haute-Égypte. La récente *Évaluation participative de la pauvreté en Égypte*, entreprise conjointement par le Fonds social égyptien pour le développement et le Département du développement international (Royaume-Uni), a révélé que les pauvres eux-mêmes considéraient que la pauvreté ne se limite pas au simple dénuement financier. Elle influe aussi sur le

² On trouvera de plus amples informations à l'appendice II.



statut social, la maîtrise des biens comme la terre, l'accès au logement, à la santé et à l'éducation et l'aptitude à s'assurer des moyens de subsistance sûrs. Les pauvres d'Égypte ont le sentiment profond que la pauvreté se perpétue d'elle-même.

11. Selon la dernière réunion du Groupe consultatif pour l'Égypte (4-6 février 2002), le pays a de bonnes chances d'atteindre les objectifs internationaux du développement pour 2015. Deux domaines doivent cependant retenir l'attention: i) une réduction de moitié du nombre d'enfants souffrant de malnutrition, et ii) le déséquilibre entre hommes et femmes et le renforcement du pouvoir d'action des femmes. L'objectif primordial du gouvernement, tel qu'énoncé dans le plan de 20 ans pour la période 1997-2017, est d'atteindre sous l'impulsion du secteur privé un taux de croissance de 7,0 à 7,5%, ce qui créera des possibilités d'emploi durables et réduira l'incidence de la pauvreté.

12. **Activités d'élimination de la pauvreté menées par les autres grands donateurs.** Un certain nombre de projets financés par des donateurs visant les zones pluviales d'Égypte ont été entrepris au cours des dix dernières années. Le Programme alimentaire mondial (PAM) est intervenu dans les zones pluviales depuis 1977, dans le but spécifique de faciliter la sédentarisation des Bédouins par des projets de vivres-contre-travail concernant la construction de citernes et de digues, les vergers, les logements à bon marché, les abris pour animaux et les routes de desserte. Au cours des six dernières années, l'assistance du PAM s'est greffée sur le projet de gestion des ressources de Matruh (PGRM-I) de la Banque mondiale. L'Office allemand de la coopération technique a soutenu un projet pilote, lancé en 1988, de recherche de nouvelles approches en matière de création de revenus ruraux ciblant en particulier les activités pour l'avancement des femmes. Au début des années 90, un projet financé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture visait à relever la productivité de l'agriculture par l'introduction de l'irrigation et de pratiques culturales modernes après des essais de conservation des sols et de l'eau dans les *wadis* (vallon, ravin ou lit à sec sauf pendant la saison des pluies) et les terres de parcours. Un projet de l'Organisation internationale du travail/Agence danoise de développement international soutient actuellement les coopératives et la formation des instructeurs féminins et a installé un centre de formation dans la zone du projet.

13. **Liens du projet avec la stratégie du FIDA en Égypte.** L'exposé des options et stratégies d'intervention par pays pour l'Égypte de novembre 2000 énonce la nouvelle stratégie du Fonds, qui vise à créer des synergies entre la spécificité du FIDA consistant à aider les pauvres à prendre leur destin en main et le cadre national de planification et de mise en œuvre du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté rurale et de progrès social par un processus participatif. Par conséquent, le projet a pour objectif essentiel d'atteindre la durabilité en favorisant l'autosuffisance et en encourageant la communauté à s'approprier le processus de développement. On y parviendra en renforçant la capacité des communautés à planifier, gérer, réaliser et suivre leurs propres activités de développement; à veiller à ce que tous les membres de la communauté participent à la prise de décisions; et à constituer des institutions communautaires capables de soutenir les initiatives de développement du projet et de maintenir par leurs propres initiatives l'élan donné au développement après la durée de vie du projet. Les institutions communautaires naissantes établies dans le cadre de PGRM-I deviendront des organisations locales légalement constituées. Le nouveau projet PGRM-II sera centré sur l'établissement de partenariats de collaboration là où les obligations des agriculteurs et de la communauté vont de pair avec l'accès aux ressources du projet. Pour s'assurer que l'on cible les pauvres, on donnera aux communautés la charge de fixer les critères de définition des ménages désavantagés dans leurs communautés respectives et de choisir les bénéficiaires. On insistera davantage sur l'avancement des femmes en veillant à ce qu'elles prennent part à tous les processus de prise de décisions au sein de la communauté. Avec un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), on fera une large place aux questions d'environnement. On y parviendra en protégeant les zones ayant une riche biodiversité par la création de zones protégées et en inscrivant les questions d'environnement dans toutes les activités du projet afin de développer des synergies entre protection et développement.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

14. La zone du projet est située dans le gouvernorat de Matruh, qui fait partie de la région de la Côte Nord-Ouest de l'Égypte. Cette région s'étend sur 500 km à l'ouest d'Alexandrie jusqu'à la frontière avec la Jamahiriya arabe libyenne et est limitée par la Méditerranée au nord et par le désert du Grand Sahara au sud. Le projet restera ciblé sur la zone couverte par PGRM-I, qui s'étend sur 320 km le long de la côte, de Ras-El-Hekma à l'est jusqu'à Salloum à l'ouest sur la frontière libyenne, et sur 60 à 70 km à l'intérieur des terres. Plus de 80% du gouvernorat de Matruh est inhabitable. L'agriculture repose sur la culture sèche. Les précipitations annuelles varient de 50 à 150 mm.

15. Quelque 9 000 ménages ont bénéficié du projet PGRM-I. Le principal groupe cible du nouveau projet sera formé des 13 000 ménages qui n'ont reçu aucune assistance au titre de PGRM-I. Néanmoins, tous les ménages recensés dans le cadre de PGRM-I et de PGRM-II (soit au total 22 000 ménages) seront habilités à bénéficier des conseils de vulgarisation et des techniques améliorées, alors que tous les membres de la communauté bénéficieront des investissements réalisés au niveau de la communauté sous forme de routes de desserte, de cellules communautaires de gestion des parcours, de centres sociaux, de programmes d'alphabétisation, de programmes de santé et de sensibilisation à l'environnement, etc. Le principal groupe cible bénéficiera des investissements réalisés au niveau du ménage sous forme de citernes et digues, de plantations de buissons fourragers, etc. Pour atteindre les ménages les plus pauvres, le projet devra consacrer une plus grande attention à l'intérieur des terres, où vivent la plupart de ces ménages. Les ménages vivant au-dessus du seuil de pauvreté ne pourront pas bénéficier des investissements privés au niveau du ménage. Alors que les activités du projet s'adressent à la fois aux hommes et aux femmes, un certain nombre d'activités spécifiques – notamment les cours d'alphabétisation, la confection de tapis, le jardinage, la fabrication d'huile et diverses autres activités génératrices de revenus – sont destinées exclusivement aux femmes. Plus de 8 300 femmes devraient bénéficier du projet.

B. Objectifs et portée³

16. Le projet PGRM-I a montré qu'il était possible d'améliorer le potentiel de l'agriculture en recueillant l'eau et en arrêtant la dégradation accélérée des ressources ou en la renversant par la gestion participative des ressources naturelles (GRN) à l'aide des structures sociales en place. Il a également jeté les fondements d'un cadre solide pour la gestion des ressources naturelles de la zone de la Côte Nord-Ouest. Bon nombre de ces initiatives novatrices n'en sont cependant encore qu'à leurs débuts et il faudra plus de temps pour consolider et élargir ces expériences et pour transformer la participation en prise en charge autonome, tant pour assurer la durabilité que pour mettre en place des institutions communautaires capables de gérer leurs propres ressources. De grands progrès ont été faits dans le lancement de l'approche participative dans les conditions difficiles d'un système social tribal fondé sur la tradition et pour gagner la confiance des Bédouins. Il reste cependant à trouver le moyen d'ancrer fermement le processus participatif dans la structure de la communauté. En étant le prolongement de PGRM-I, le présent projet garantira qu'il aura son plein impact et que les bienfaits des activités antérieures seront étendus aux couches de la population qui n'en ont pas encore bénéficié.

17. Le projet PGRM-I avait été conçu essentiellement comme un projet de GRN, alors que PGRM-II aura pour objectif principal d'améliorer le bien-être des populations rurales les plus désavantagées et de contribuer au recul de la pauvreté par la conservation, la régénération et l'utilisation durable des ressources naturelles disponibles. Pour ce faire, il: i) aidera les communautés, y compris les femmes et les pauvres, à s'organiser pour participer à la planification et à la réalisation

³ On trouvera de plus amples informations à l'appendice III.



communautaires des activités de développement; ii) aidera les communautés à conserver, régénérer et utiliser et gérer durablement les ressources naturelles par l'adoption de dispositifs institutionnels appropriés à assise communautaire; iii) améliorera durablement la production de l'agriculture et de l'élevage des petits exploitants, encouragera les activités non agricoles génératrices de revenus en réponse à une demande, en ciblant principalement les femmes, et améliorera l'accès aux services techniques, financiers et commerciaux et aux filières commerciales, et iv) améliorera l'accès aux marchés et aux services sociaux essentiels.

C. Composantes

18. Le projet sera articulé en six grandes composantes: développement communautaire, gestion intégrée des ressources naturelles, soutien aux activités génératrices de revenus, routes rurales, microfinancement rural/fonds renouvelable, et gestion du projet.

Développement communautaire

19. **Renforcement des capacités de la communauté.** On aidera les communautés à établir un ordre de priorité dans leurs besoins en développement, tant au niveau des ménages que de la communauté, en perfectionnant les méthodes de planification participative introduites dans le cadre de PGRM-I, et on soutiendra le renforcement des capacités des communautés pour qu'elles puissent gérer leur propre développement. Pour ce faire, le projet donnera une formation aux représentants de la communauté (*mandoubs*) et à ses membres pour qu'ils apprennent par l'expérience à établir des organisations à assise communautaire dans la région. Le projet fournira aussi du personnel (spécialistes en développement communautaire, facilitateurs communautaires) pour instaurer un dialogue initial au sein des communautés jusqu'à ce que les *mandoubs* et les communautés aient acquis des connaissances et une expérience suffisantes. Avec l'appui du FEM, le projet s'efforcera d'améliorer la prise de conscience et l'intérêt de la communauté pour les questions d'environnement en général en finançant un programme d'éducation environnementale, complété par la participation de la communauté à la conservation des espèces.

20. **Renforcement des capacités de développement pour les femmes** Les activités de cette sous-composante viseront à obtenir que les femmes soient associées aux processus de planification participative de la communauté et à répondre à leurs besoins et intérêts particuliers. Elles comprendront un programme d'alphabétisation, l'éducation de base des filles et des campagnes de santé et de sensibilisation à l'environnement. L'exécution du programme de développement pour les femmes reposera sur des accords contractuels entre hommes et femmes de la communauté (puisque le soutien des hommes est une condition préalable) et le projet. Le personnel de l'Unité chargée de la promotion de la femme dressera une liste des conditions et critères présidant à chaque activité envisagée au titre du programme de développement pour les femmes, fixera les critères à utiliser pour choisir les bénéficiaires (individus ou groupes) de chaque activité, établira des accords généraux avec les communautés et rédigera des accords provisoires propres à chaque activité. Au stade de la planification, on insistera pour que la planification des activités des ménages/de la communauté comprenne des activités destinées expressément aux femmes. Le diagnostic participatif inclura donc un examen des préoccupations des femmes et des jeunes filles afin d'aider les hommes de la communauté à mieux comprendre les questions d'équilibre entre les sexes. Les hommes et les femmes seront informés des nouveaux rôles et responsabilités confiés aux *mandoubs* dans le cadre du projet. On aura ainsi l'assurance que les besoins des femmes seront mieux compris par les groupes de la communauté dans l'allocation des ressources et qu'on permettra aux femmes de donner leur avis sur les priorités en matière d'investissements au niveau du ménage et de la communauté et sur le choix des *mandoubs*. Des séances distinctes d'information/sensibilisation seront organisées avec les hommes et les femmes de la communauté. Bien que le projet s'adresse à la fois aux hommes et aux femmes, certaines activités seront ciblées exclusivement sur les femmes (au nombre de 8 300 environ).

Gestion intégrée des ressources naturelles

21. **Gestion des ressources en terre et en eau.** On s'attaquera au problème majeur de la pénurie d'eau à l'aide d'un vaste programme de collecte et de stockage de l'eau et de gestion des bassins versants. Pour réaliser cette composante, on s'appuiera sur des techniques éprouvées de collecte et de stockage de l'eau et des infrastructures appropriées, dans le cadre d'une stratégie d'ensemble pour la gestion des bassins versants. Avec un financement du FEM, on assurera la protection des zones de captage en amont à l'aide de mesures de collecte de l'eau par des microcaptages, de brise-vent pour lutter contre l'érosion éolienne et du réensemencement des terres de parcours. On soutiendra la recherche adaptative pour établir des coefficients de ruissellement et étudier les techniques d'utilisation de l'eau.

22. **Gestion des parcours.** Cette sous-composante vise à élaborer une stratégie d'utilisation durable des ressources communales par une approche, gérée par la communauté, de l'utilisation et de la régénération des parcours. Fondées sur la création d'unités pilotes de gestion du pâturage, les activités viseront à gérer à la fois la végétation des parcours et les animaux qui y paissent. Le principe de base consiste à simuler les vastes déplacements des troupeaux du passé en subdivisant les terres mises sous gestion en plusieurs parcelles sur lesquelles les animaux iront paître par rotation, ce qui laissera à la végétation le temps de repousser. Ce sont les groupes de bergers qui prendront les décisions relatives à ces systèmes (étendue, nombre de participants, calendrier de pâturage, etc.) en fonction du degré de dégradation des terres, des contraintes sociales et de leur expérience et qualités de gestionnaires. Avec l'aide du FEM, on introduira la notion de biodiversité dans les activités de gestion des parcours. Le FEM financera la recherche adaptative et la vulgarisation en matière d'évaluation/surveillance des ressources des parcours, d'amélioration des ressources en matériel génétique, d'évaluation des techniques de restauration des parcours et de la meilleure utilisation des buissons fourragers plantés.

23. **Conservation de la biodiversité.** Par cette sous-composante, qui sera financée à l'aide d'un don du FEM, on mettra davantage l'accent sur la conservation de la biodiversité et la gestion intégrée de l'environnement.

Soutien aux activités génératrices de revenus

24. **Services destinés aux agriculteurs et aux éleveurs.** Cette sous-composante vise principalement à diffuser les technologies mises au point dans le cadre de PGRM-I qui offrent les meilleures chances d'améliorer les systèmes d'exploitation existants au moindre coût et avec le moins de risques. On incitera les exploitants à s'y intéresser davantage grâce à un nouvel effort de vulgarisation à assise communautaire par la formation de facilitateurs communautaires (*wakil/wukala*), un par communauté. Ceux-ci seront choisis par les membres de la communauté pour donner des conseils en agriculture et assurer la liaison avec les centres sous-régionaux de soutien pour ce qui est du soutien technique.

25. **Activités productives hors exploitation.** Il s'agit ici d'augmenter et de diversifier les revenus des ménages ruraux par la création d'activités de transformation des produits agricoles dans la famille (production d'amandes émondées, de poisson séché et d'olives macérées) et par l'artisanat traditionnel des Bédouins. Le projet soutiendra l'amélioration de la production de l'agriculture et de l'élevage par la vulgarisation participative, le transfert de technologie et la recherche adaptative induite par les exploitants, et il encouragera les activités hors exploitation génératrices de revenus (principalement pour aider les femmes à accroître les revenus de la famille).

Routes rurales

26. En réponse à la demande de la communauté, le projet construira environ 100 km de routes de desserte asphaltées. Étant donné que la demande sera probablement élevée pour la construction de

routes, on fixera des critères de sélection rigoureux pour tenir compte de l'accès aux marchés, des besoins sociaux, de la population desservie, du rapport coût/efficacité, etc. Les communautés devront couvrir une partie du coût de ces travaux par l'apport bénévole de main-d'œuvre correspondant à 10% au moins du coût total, et par la fourniture de travail non qualifié supplémentaire rémunéré par le projet.

Microfinancement rural/fonds renouvelable

27. Le projet PGRM-I gèrera un petit fonds renouvelable. En vue d'assurer la pérennité, le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres a accepté de faire l'essai d'un système pilote de microfinancement à titre indépendant. Des détaillants mobiles en crédit seront basés dans un premier temps dans les centres sous-régionaux de soutien et des négociants locaux fourniront du crédit en nature. Le projet financera un fonds renouvelable pour lancer le processus de prêt et financer le soutien à la formation et à l'installation de détaillants professionnels en crédit dans la zone du projet.

Gestion du projet

28. Le projet financera le personnel, les locaux, le matériel, les véhicules, la formation du personnel, l'assistance technique et les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) nécessaires à la gestion efficace et effective du projet. L'assistance technique visera à accroître les compétences du personnel de S&E.

D. Coûts et financement⁴

29. Le coût total de ce projet d'une durée de six ans, estimé aux prix d'octobre 2002 et comprenant les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers ainsi que les droits et taxes, s'élève à 44,8 millions de USD. Les coûts par composante sont indiqués au tableau 1. Les activités de développement communautaire représentent 19% des coûts de base du projet, la GRN intégrée 46%, le soutien des activités génératrices de revenus (agriculture, élevage et activités hors exploitation) 11%, les routes rurales 8%, le fonds renouvelable/microfinancement rural 9%, la gestion du projet 7%. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers représentent 11% des coûts de base. Les coûts des investissements correspondent à 79,1% des coûts de base et les dépenses renouvelables à 20,9%.

30. Le projet sera financé conjointement par le FIDA, la Banque mondiale, le FEM et le Gouvernement égyptien et par des contributions des bénéficiaires. Le prêt du FIDA, d'un montant de 12,7 millions de USD, financera environ 28,3% du coût total du projet, principalement les activités relatives à la gestion des terres et des ressources en eau, la gestion des parcours, les activités hors exploitation génératrices de revenus et le fonds renouvelable/microfinancement rural. La Banque mondiale fournira un montant de 12,2 millions de USD, principalement pour soutenir les travaux de génie civil, la formation et l'assistance technique, les besoins en véhicules et matériel et la composante fonds renouvelable/microfinancement rural. Le FEM apportera 5,2 millions de USD et le gouvernement 10,4 millions de USD. Cette dernière contribution financera 87,3% des salaires et indemnités, ce qui est semblable en gros aux arrangements de financement du projet PGRM-I. Ajoutée à la contribution des bénéficiaires, cette contribution couvrira entièrement l'entretien des routes construites dans le cadre du projet. Les bénéficiaires apporteront 4,4 millions de USD (9,8%) sous forme de travail bénévole et de matériaux locaux pour la construction et l'entretien des infrastructures de collecte de l'eau, les centres sociaux et les routes, les contributions en capital aux activités génératrices de revenus financées par le crédit et le soutien financier aux personnes ressources de la communauté. Le plan de financement figure au tableau 2.

⁴ On trouvera de plus amples informations à l'appendice V.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(USD)

	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% total coûts de base
A. Développement communautaire					
1. Renforcement des capacités de la communauté	3 073 246	644 034	3 717 280	17	9
2. Renforcement des capacités de développement pour les femmes	3 011 079	891 825	3 902 904	23	10
Sous-total	6 084 325	1 535 859	7 620 184	20	19
B. Gestion intégrée des ressources naturelles					
1. Gestion des ressources en terre et en eau	11 963 726	1 480 257	13 443 983	11	33
2. Gestion des parcours	1 022 817	655 394	1 678 211	39	4
3. Conservation de la biodiversité	1 809 039	1 507 625	3 316 664	45	8
Sous-total	14 795 582	3 643 276	18 438 858	20	46
C. Soutien aux activités génératrices de revenus					
1. Services destinés aux agriculteurs et éleveurs	2 639 489	617 864	3 257 353	19	8
2. Activités productives hors exploitation	1 258 848	108 922	1 367 770	8	3
Sous-total	3 898 337	726 786	4 625 123	16	11
D. Routes rurales	2 899 472	524 873	3 424 345	15	8
E. Microfinancement rural/fonds renouvelable	3 479 646	118 584	3 598 230	3	9
F. Gestion du projet	2 007 938	732 199	2 740 137	27	7
Total des coûts de base	33 165 300	7 281 577	40 446 878	18	100
Provisions pour aléas d'exécution	1 721 573	318 941	2 040 514	16	5
Provisions pour aléas financiers	1 934 095	414 431	2 348 527	18	6
Coût total du projet	36 820 968	8 014 950	44 835 918	18	111

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(USD)

	Gouvernement		FEM		Bénéficiaires		Banque mondiale		FIDA		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement communautaire															
1. Renforcement des capacités de la communauté	1 996 657	52,0	117 806	3,1	36 047	0,9	1 689 602	44,0	-	-	3 840 112	8,6	689 606	3 113 169	37 337
2. Renforcement des capacités de développement pour les femmes	1 366 700	31,3	276 350	6,3	819 035	18,7	1 909 340	43,7	-	-	4 371 425	9,7	993 988	2 948 166	429 271
Sous-total	3 363 357	41,0	394 156	4,8	855 082	10,4	3 598 942	43,8	-	-	8 211 537	18,3	1 683 594	6 061 335	466 608
B. Gestion intégrée des ressources naturelles															
1. Gestion des ressources en terre et en eau	1 625 438	10,4	269 945	1,7	3 151 278	20,1	337 458	2,2	10 285 703	65,6	15 669 822	34,9	1 713 669	13 320 895	635 257
2. Gestion des parcours	347 801	19,4	554 266	30,9	-	-	728 660	40,7	160 652	9,0	1 791 379	4,0	693 138	1 006 018	92 223
3. Conservation de la biodiversité	394 381	11,0	3 194 564	89,0	-	-	-	-	-	-	3 588 945	8,0	1 609 853	1 822 704	156 389
Sous-total	2 367 620	11,2	4 018 775	19,1	3 151 278	15,0	1 066 118	5,1	10 446 355	49,6	21 050 147	46,9	4 016 661	16 149 617	883 869
C. Soutien aux activités génératrices de revenus															
1. Services destinés aux agriculteurs et éleveurs	1 695 787	48,4	196 983	5,6	39 809	1,1	1 572 359	44,9	-	-	3 504 938	7,8	669 321	2 701 668	133 950
2. Activités productives hors exploitation	38 448	2,7	559 978	38,7	-	-	569 569	39,3	279 989	19,3	1 447 984	3,2	119 122	1 290 414	38 448
Sous-total	1 734 234	35,0	756 961	15,3	39 809	0,8	2 141 928	43,2	279 989	5,7	4 952 922	11,0	788 443	3 992 082	172 397
D. Routes rurales	705 884	17,5	-	-	338 945	8,4	2 999 662	74,2	-	-	4 044 492	9,0	620 276	2 959 099	465 117
E. Microfinancement rural/fonds renouvelable	7 925	0,2	-	-	-	-	1 650 582	45,4	1 975 490	54,4	3 633 997	8,1	126 806	3 499 266	7 925
F. Gestion du projet	2 182 885	74,2	-	-	-	-	759 938	25,8	-	-	2 942 824	6,6	779 170	2 051 298	112 356
Total des décaissements	10 361 907	23,1	5 169 893	11,5	4 385 114	9,8	12 217 171	27,2	12 701 834	28,3	44 835 918	100,0	8 014 950	34 712 696	2 108 272

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

31. **Passation des marchés.** Les marchés seront passés conformément aux directives de la Banque mondiale et, dans le cas du matériel et des véhicules, les achats seront autant que possible groupés pour obtenir des prix avantageux.

32. Les travaux de génie civil seront un poste de dépenses important. Un montant de 13,47 millions de USD est prévu pour les structures de gestion de l'eau, dont 10,10 millions de USD seront financés par le prêt du FIDA. Ces investissements sont essentiellement à fort coefficient de travail et les ouvrages seront dispersés. La responsabilité de la construction de citernes et de digues sur les terres "privées" sera déléguée aux bénéficiaires, qui seront chargés d'engager des travailleurs qualifiés et de louer le matériel, si besoin est, conformément aux instructions de l'unité de coordination du projet (UCP) et avec son approbation. Les entrepreneurs seront engagés par l'UCP ou par les communautés pour la construction des structures de gestion des bassins versants sur les terres communales. Les ouvrages seront de petite taille et dispersés. Les contrats couvrant ces travaux d'un coût égal ou inférieur à 50 000 USD seront attribués après consultation d'au moins trois sources locales. Il existe suffisamment de fournisseurs dans la zone du projet pour qu'on puisse appliquer cette procédure. Les biens et matériaux d'un coût inférieur à 10 000 USD seront achetés directement dans le commerce. Cette procédure sera suivie pour les matériaux nécessaires à la gestion des parcours, qui consistent essentiellement en achats de jeunes plants aux pépinières locales dans la zone du projet. Les achats d'articles financés par les programmes de crédit se feront selon les procédures d'achat locales où le crédit est fourni en nature. Les intrants financés par le crédit en espèces seront achetés auprès des fournisseurs locaux.

33. **Décaissements.** Les prêts du FIDA et de la Banque mondiale, de 12,7 millions de USD et 12,2 millions de USD, respectivement, seront décaissés au cours d'une période de six ans. Les décaissements du FIDA se feront sur présentation d'états des dépenses certifiés, sauf dans le cas de contrats d'un montant supérieur à 50 000 USD, pour lesquels les demandes devront être entièrement justifiées. Les états des dépenses seront conservés à l'UCP qui les tiendra à la disposition des missions de supervision de l'institution coopérante (Banque mondiale) aux fins de vérification des comptes et d'examen.

34. **Comptabilité.** L'UCP tiendra des comptes distincts, en partie double, et des états financiers pour chaque source de financement du projet. Les relevés financiers des dépenses transmis par l'intermédiaire de l'UCP seront tenus conformément aux pratiques du gouvernement ayant l'agrément du FIDA/de la Banque mondiale. Ces relevés devront cependant être tenus de manière à faciliter la production d'états financiers dans la forme exigée par le FIDA, la Banque mondiale et le FEM et conformément aux prescriptions du gouvernement. Des états récapitulatifs trimestriels des comptes du projet seront établis par le contrôleur financier et transmis au FIDA et à la Banque mondiale.

35. **Vérification des comptes.** Les comptes du projet seront vérifiés chaque année par un cabinet d'audit ayant l'agrément du FIDA/de la Banque mondiale. Les commissaires aux comptes donneront un avis séparé sur chaque compte en ce qui concerne le mécanisme de financement, l'utilisation des ressources du projet et le respect des règles applicables à la passation des marchés. L'UCP soumettra les états financiers annuels aux fins de vérification dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice financier. Des exemplaires certifiés conformes des états financiers vérifiés seront remis à la Banque mondiale et au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire auquel ils se rapportent.

F. Organisation et gestion⁵

36. Les arrangements en matière de gestion du projet se conformeront en gros à la structure établie dans le cadre de PGRM-I, tout en tenant compte des questions de pérennité et de la nécessité d'assurer à l'avenir un soutien suffisant pour maintenir et faire progresser le développement dans la zone du projet. Le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres aura la responsabilité générale du projet à l'échelle nationale, dont la réalisation sera poursuivie sous la direction d'un comité national de coordination (CNC) présidé par le coordonnateur national désigné par le ministère précité. Les membres du CNC seront choisis de manière à pouvoir obtenir le soutien au niveau le plus élevé des organismes d'exécution compétents du gouvernement.

37. Le CNC sera composé du chef de la section du financement international au Ministère de la planification et de la coopération internationale, d'un conseiller juridique désigné par le Conseil juridique d'État de l'Égypte, du Secrétaire général du Gouvernorat de Matruh et de représentants de l'Agence pour l'environnement et du Conseil national de recherche en agriculture. Son rôle consistera à donner des orientations en matière de politique et de stratégie conformément aux domaines d'intérêt de la programmation nationale et à faciliter et soutenir le travail de l'équipe de gestion du projet ainsi qu'à suivre la performance du projet. Il approuvera aussi formellement (et recevra par la suite les rapports correspondants) les plans de travail et budgets annuels (PTBA) du projet. Le CNC se réunira deux fois par an, de préférence après avoir reçu les rapports des missions de supervision afin que les conclusions d'actualité puissent être examinées et que tout problème puisse être résolu. L'UCP assurera la coordination des activités du projet.

38. L'unité de S&E sera chargée du suivi et de l'évaluation de l'avancement du projet sur le plan matériel et financier et d'une analyse approfondie de l'exécution du projet et de sa performance, qu'elle devra interpréter. Le suivi général du projet sera fondé sur le cadre logique (appendice III) et sur les PTBA. Le semestre sera la période d'évaluation de référence. Le suivi aura une orientation pragmatique afin de faciliter la prise de décisions. Les données à suivre devraient donc être sensibles à des changements intervenant pendant des périodes relativement courtes afin que les effets de ces changements puissent être mesurés et que la direction du projet puisse en assurer le suivi ou prendre les mesures correctives qui s'imposeraient.

39. La gestion des impacts du projet revêtira plusieurs formes et utilisera un certain nombre d'instruments d'évaluation, notamment les rapports sur l'état d'avancement du projet, l'évaluation par les bénéficiaires de la performance des investissements et de l'efficacité avec laquelle ils répondent à leurs préoccupations, les conclusions des ateliers annuels de bilan, les rapports sur les évaluations d'impact par les bénéficiaires, et les rapports des études spéciales qui auraient été commandées (comme les enquêtes continues des agents de liaison et les études de cas).

G. Justification économique⁶

40. Les avantages quantifiés comprennent le surcroît de revenu net des exploitants tiré de l'agriculture et de l'élevage, la diminution du coût de l'eau dans les zones rurales, la fertilité accrue du sol grâce à la réduction de l'érosion des sols et à une infiltration accrue de l'eau. Les avantages non quantifiés comprennent ceux qui vont de pair avec le renforcement des capacités de la communauté et les capacités de développement pour les femmes, le soutien aux activités hors exploitation génératrices de revenus et à la commercialisation, la construction de routes, la conservation de la biodiversité, la protection des espèces et la séquestration du carbone. Le coût complet des activités de soutien du projet a été ajouté au coût du modèle d'exploitation pour les besoins de l'analyse économique. Sur cette base, le taux de rentabilité interne escompté est de 12%. La viabilité

⁵ On trouvera de plus amples informations à l'appendice VI.

⁶ On trouvera de plus amples informations aux appendices IV et VII.

économique est assurée principalement par une meilleure capacité à recueillir l'eau qui permettra d'étendre la superficie plantée en vergers et d'obtenir une meilleure productivité des cultures et de l'élevage. Si l'on omet les coûts qui ne contribuent pas directement à des avantages quantifiés, comme la gestion du projet, le fonds pour les initiatives de développement et la conservation de la biodiversité, le taux de rentabilité interne escompté monte à 14%. L'analyse de sensibilité montre que les ratios d'adoption peuvent influencer sensiblement sur la rentabilité économique. Dans un projet induit par la demande, cela montre clairement qu'il faut faire de gros efforts pour encourager la participation de la communauté. Le revenu net des exploitants augmentera au minimum de 29% dans les modèles d'exploitation reposant sur la culture de l'orge et l'élevage et au maximum de 89% pour les modèles reposant sur les nouvelles plantations et l'élevage (appendice VII). Grâce à la conservation des sols et de l'eau, en particulier dans les régions où l'infiltration de l'eau est la plus élevée, les rendements des nouvelles plantations augmenteront également.

H. Risques

41. La longue tradition d'assistance sociale adoptée par le gouvernement pourrait influencer sur la gestion du projet et entraver les efforts pour conduire véritablement la communauté à l'autosuffisance. Ce risque sera atténué par la conception du projet qui prévoit la formation du personnel et des exploitants, y compris par des voyages d'études à l'étranger, afin de les familiariser avec les meilleures pratiques en matière d'autosuffisance et d'initiative de la communauté.

42. Le succès de la nouvelle méthode de gestion des parcours à assise communautaire dépendra en grande partie de l'aptitude des communautés à imposer des contrôles sociaux et à maintenir la discipline. Pour l'instant, ce n'est pas prouvé. Le projet fournira un soutien aux communautés par la sensibilisation et la formation à la solution des conflits et le personnel du projet sera disponible pour faciliter la médiation.

43. Dans une société où le bétail est source de statut et de prestige, on risque toujours que le succès des interventions visant à accroître les ressources en fourrage ne soit compromis par les exploitants qui augmentent l'effectif de leurs troupeaux. Le personnel du projet cherchera à atténuer ce risque par l'apport d'une formation pour faire comprendre les risques pour l'environnement et par des interventions complémentaires visant à relever la productivité du bétail grâce une meilleure nutrition, des soins de santé et l'amélioration génétique afin de convaincre les exploitants qu'il est préférable de tenir un troupeau moins nombreux mais plus productif.

44. La fourniture de facilités de crédit dans un environnement exposé à la sécheresse comporte des risques pour les exploitants qui ont peu de réserves. Le projet s'efforcera d'atténuer ce risque en ciblant uniquement le crédit vers les exploitants qui peuvent le supporter tout en protégeant les économiquement faibles par l'apport d'une assistance sous forme de dons pour leur permettre d'adopter de meilleures technologies.

45. Le projet cherchera à donner aux femmes plus de poids dans la défense de leurs propres intérêts en les associant à la planification et à la prise de décisions par la sensibilisation des communautés. Il se peut, toutefois, que les traditions culturelles soient trop profondément enracinées pour qu'on réussisse à le faire.

I. Impact sur l'environnement

46. Le projet devrait avoir des impacts favorables et des avantages pour l'environnement. Les méthodes de collecte de l'eau et de gestion des bassins versants réduiront non seulement l'érosion causée par le ruissellement, mais aideront aussi à former des sols plus stables et plus productifs dans les régions les plus utilisées pour la culture d'arbres fruitiers. Ces arbres contribueront à augmenter la transpiration naturelle et la séquestration du carbone, qui sont des facteurs importants de la stabilité du

climat et de la santé de l'écologie à long terme. Les techniques de collecte de l'eau et de conservation de l'eau et des sols (citernes, brise-vent, digues, etc.) ont été employées dans le projet PGRM-I et n'ont pas eu d'impacts non maîtrisables. Les directives présidant à la construction des ouvrages de collecte de l'eau ont été élaborées et la gestion des conflits est prévue dans la conception du projet par une approche hautement participative de toutes les activités.

47. Les activités relatives à l'élevage et aux parcours, en particulier, sont spécialement conçues non seulement pour enrayer le rythme actuel de la dégradation, mais aussi pour commencer à restaurer la base des ressources naturelles afin qu'elle retrouve son aspect antérieur, ce qui contribuera à réduire l'érosion des sols, à accroître la séquestration du carbone, à enrichir la diversité génétique végétale et la diversité des espèces et à améliorer et augmenter la quantité de fourrage pour le bétail. En donnant aux femmes des réchauds à gaz, on réduira la dégradation des parcours causée par l'arrachage des buissons pratiqué aujourd'hui. L'approche participative adoptée partout offrira l'occasion d'appeler l'attention sur les questions d'environnement et de les faire comprendre.

48. La construction de routes asphaltées sera bénéfique pour l'environnement en permettant de ne plus détruire la végétation, ce qui laisse le sol plus exposé à l'érosion éolienne. En revanche, la construction de routes peut interrompre le drainage des eaux de ruissellement en surface et réduire la quantité d'eau disponible en aval pour irriguer les plantations de figuiers et d'oliviers, contribuant ainsi à une érosion plus forte des sols par la vitesse accrue qu'atteignent les eaux de ruissellement lorsque l'eau captée finit par s'échapper. Ces risques seront toutefois atténués par l'installation de structures transversales de drainage au moyen de caniveaux, etc.

J. Caractéristiques novatrices

49. Le projet présente de nombreuses caractéristiques novatrices qui s'accordent bien avec la stratégie institutionnelle du FIDA et de la Banque mondiale. Il est proposé de déléguer plus de responsabilités aux communautés et de renforcer le rôle des institutions communautaires en matière de planification et de gestion des initiatives de développement, ce qui non seulement donnera une démarche plus participative à la planification et à l'exécution du projet, mais aussi encouragera l'autosuffisance. Le projet a adopté une approche reposant fortement sur les processus et souple, induite par la demande, pour la planification et l'exécution afin de s'assurer que ses activités répondent aux besoins et aux aspirations de ses bénéficiaires.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

50. Un accord de prêt entre la République arabe d'Égypte et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

51. La République arabe d'Égypte est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

52. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

53. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République arabe d'Égypte un prêt d'un montant équivalant à neuf millions six cent mille droits de tirage spéciaux (9 600 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} mars 2023 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 5 décembre 2002 au Caire)

1. Le Gouvernement de la République arabe d'Égypte ("le Gouvernement") se propose d'obtenir de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la "Banque") un prêt (le "prêt de la Banque") d'un montant en principal atteignant environ douze millions trois cent cinquante mille dollars des États-Unis (12 350 000 USD) pour cofinancer le projet selon des conditions et modalités qui seront définies dans un accord (l'"Accord de prêt de la Banque") conclu entre le Gouvernement et la Banque.
2. Le Gouvernement se propose d'obtenir du Fonds pour l'environnement mondial un don (le "don du FEM") d'un montant en principal atteignant environ cinq millions cent soixante-dix mille dollars des États-Unis (5 170 000 USD) pour cofinancer le projet selon des conditions et modalités qui seront définies dans un accord (l'"accord de don du FEM") conclu entre le Gouvernement et la Banque.
3. Aux fins d'exécution du projet, le Gouvernement mettra les fonds provenant du prêt à la disposition du Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres et de chacun des autres participants au projet, conformément aux plans de travail et budgets annuels.
4. Le Gouvernement remettra au FIDA une copie du plan d'exécution du projet établi conformément à l'Accord de prêt de la Banque. Le plan d'exécution du projet a) définira les attributions et fonctions respectives des organismes participant à l'exécution du projet; b) fixera le calendrier des actions à mettre en œuvre dans le cadre du projet; c) précisera les procédures à utiliser pour suivre et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du projet; d) exposera de façon détaillée le plan de gestion de l'environnement; e) présentera de façon détaillée le manuel sur les directives environnementales; f) énoncera les principes régissant la participation des communautés locales à la conservation de la biodiversité et à la gestion des ressources dans la zone du projet.
5. Le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres ouvrira et maintiendra dans une banque commerciale un compte de fonds renouvelable où seront déposés les remboursements de tous les prêts subsidiaires accordés au titre du microfinancement financé par le prêt. Le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres établira le Conseil d'administration du fonds renouvelable à la satisfaction du FIDA.
6. Le crédit sera accordé en nature en vertu d'un accord de prêts subsidiaires conclu entre le Gouvernement, l'unité de coordination du projet/prestataire de services techniques et le négociant ou détaillant.
7. Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit pour le Gouvernement de demander des retraits de fonds du compte de prêt si le droit pour le Gouvernement de retirer les fonds provenant du prêt de la Banque ou du don du FEM a été en tout ou en partie suspendu, annulé ou résilié.
8. Le Gouvernement prendra toute mesure nécessaire pour assurer que les femmes soient intégrées dans le processus participatif de planification et d'exécution.
9. Aucun décaissement des fonds du prêt ne pourra être effectué au titre des prêts subsidiaires pour le microfinancement tant que le prestataire de services techniques n'aura pas été recruté.



10. Les conditions ci-dessous sont spécifiées comme conditions additionnelles d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt du projet:

- a) le Gouvernement a dûment ouvert le compte de projet et le compte spécial;
- b) toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt de la Banque et de l'accord de don du FEM sont remplies;
- c) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la justice.

COUNTRY DATA

EGYPT

Land area (km² thousand), 2000 1/	995	GNI per capita (USD), 2000 1/	1 490
Total population (million), 2000 1/	63.8	GNP per capita growth (annual %), 2000 1/	4.4
Population density (people per km²), 2000 1/	64	Inflation, consumer prices (annual %), 2000 1/	2.7
Local currency	Egyptian Pound (EGP)	Exchange rate: USD 1 =	EGP 4.25
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1980-99 2/	2.2	GDP (USD million), 2000 1/	98 333
Crude birth rate (per thousand people), 2000 1/	26 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people), 2000 1/	7 a/	1980-90	5.4
Infant mortality rate (per thousand live births), 2000 1/	47 a/	1990-99	4.4
Life expectancy at birth (years), 2000 1/	67 a/	Sectoral distribution of GDP, 2000 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	8.1	% agriculture	17
Poor as % of total rural population 2/	23	% industry	33
Total labour force (million), 2000 1/	24.3	% manufacturing	20
Female labour force as % of total, 2000 1/	30	% services	50
Education		Consumption, 2000 1/	
School enrolment, primary (% gross), 2000 1/	101 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2000 1/	45	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	72
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	18
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	3 287	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children Under 5), 2000 1/	21 a/	Merchandise exports, 2000 1/	4 700
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children Under 5), 2000 1/	11 a/	Merchandise imports, 2000 1/	13 600
Health		Balance of merchandise trade	-8 900
Health expenditure, total (as % of GDP), 2000 1/	3.8 a/	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people), 1999 1/	0.64	before official transfers, 1999 1/	-6 578
Population without access to safe water (%), 1990-98 3/	13	after official transfers, 1999 1/	-1 709
Population without access to health services (%), 1981-93 3/	1	Foreign direct investment, net, 1999 1/	655
Population without access to sanitation (%), 1990-98 3/	12	Government Finance	
Agriculture and Food		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 1999 1/	-2.0 a/
Food imports (% of merchandise imports), 1999 1/	23	Total expenditure (% of GDP), 1999 1/	30.6 a/
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of Arable land), 1998 1/	3 926	Total external debt (USD million), 1999 1/	30 404
Food production index (1989-91=100), 2000 1/	153.7	Present value of debt (as % of GNI), 1999 1/	27
Cereal yield (kg per ha), 2000 1/	7 081	Total debt service (% of exports of goods and services), 1999 1/	9.0
Land Use		Lending interest rate (%), 2000 1/	13.2
Arable land as % of land area, 1998 1/	2.9	Deposit interest rate (%), 2000 1/	9.5
Forest area (km ² thousand), 2000 2/	1		
Forest area as % of total land area, 2000 2/	0.1		
Irrigated land as % of cropland, 1998 1/	100.0		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database.

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001.

3/ United Nations Development Programme, *Human Development Report*, 2000.



PREVIOUS IFAD FINANCING

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount
West Beheira Settlement Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 80	05 Aug 81	30 Jun 00	L - I - 54 - EG	SDR	21800000
Minya Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	09 Dec 82	28 Jul 83	30 Jun 99	L - I - 114 - EG	SDR	23550000
Fayoum Agricultural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	14 Sep 84	06 Dec 85	31 Dec 93	L - I - 157 - EG	SDR	10100000
Newlands Agricultural Services Project	IFAD	UNOPS	I	15 Apr 92	30 Dec 93	31 Dec 01	L - I - 306 - EG	SDR	18300000
Agricultural Production Intensification Project	IFAD	UNOPS	HC	20 Apr 94	25 Jan 95	31 Dec 02	L - I - 355 - EG	SDR	14450000
East Delta Newlands Agricultural Services Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96	25 Jan 99	31 Dec 06	L - I - 440 - EG	SDR	17300000
Sohag Rural Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	10 Sep 98	18 Jun 01	30 Jun 07	L - I - 484 - EG	SDR	18850000
West Noubaria Rural Development Project	IFAD	UNOPS	I	23-Apr-02			L - I - 582 - EG	SDR	14600000

Note: HC = highly concessional
I = intermediate

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<p>Project goals: To improve the livelihoods of local people and contribute to poverty alleviation through the conservation, rehabilitation and sustainable use of natural resources</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Increase in household productivity and income • Reduction in environmental degradation 	<ul style="list-style-type: none"> • Periodic impact assessments • Range land and biodiversity monitoring 	<ul style="list-style-type: none"> • Social and economic environment remains conducive to development and investments • Communities are convinced of the need to protect the environment
<p>Project objectives</p> <ul style="list-style-type: none"> • To assist communities, including women and the poor, to organize themselves to participate in, and gain benefit from, community-based planning and implementation of development activities, and to manage the natural resource base in a sustainable manner 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of community action plans (CAPs) prepared and implemented with effective participation of community members • No. of women's groups formed • No. of community resource management groups formed and community conservation areas established 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU/management information system (MIS) • Annual ongoing beneficiary contact evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities acknowledge the objectives of the project and take ownership of them • Members of the community are willing and able to take advantage of opportunities offered under the project
<ul style="list-style-type: none"> • To assist communities to conserve, rehabilitate and sustainably use and manage the natural resource base through developing appropriate community-based institutional mechanisms 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of community-managed grazing schemes established • Area of range under effective improved management arrangements • No. and effectiveness of watershed management schemes implemented 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU/MIS • Annual ongoing beneficiary contact evaluations • Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities recognize need to reduce grazing pressure on rangeland and are able to control access to it • Communities acknowledge the strategy for watershed development and biodiversity conservation and take ownership of it
<ul style="list-style-type: none"> • To improve smallholder agricultural and livestock production in a sustainable manner; promote demand-driven non-farm income activities, mainly targeting women; and provide improved access to technical, financial and commercial services and market links 	<ul style="list-style-type: none"> • Changes in cropping patterns, intensity and yields • Volume and value of farm production and produce sales • Diversification of household income 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU/MIS • Annual ongoing beneficiary contact evaluations • Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> • No serious adverse weather conditions • No serious adverse trends in natural environment and market conditions • Appropriate extension messages developed and disseminated
<ul style="list-style-type: none"> • To improve access to markets and key social services 	<ul style="list-style-type: none"> • No. of km of feeder roads built • Increase in availability of transport services and reduction in costs 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU MIS • Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities are able and willing to participate in construction works
<ul style="list-style-type: none"> • To provide institutional capacity to respond to the needs of communities while ensuring transparency, accountability and cost effectiveness 	<ul style="list-style-type: none"> • Project staffing, operations, plans, budgets and funds flow assured 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU financial and management reports • Supervision reports and audit reports 	



<p>Outputs: Community Capacity-Building</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rural communities with the capacity to plan, implement and manage their own development activities and to sustain development through knowledge of resources outside the project • Women's capacity, awareness and welfare increased and education of girls enhanced 	<ul style="list-style-type: none"> • Level of participation of community members in participatory planning process and quality of CAPs • No. of community-based organizations registered as legal entities • No. of communities undertaking development activities without project assistance • No. of women and girls participating in education programme • No. of women participating in health campaigns and improvements in women's and children's health • No. of women adopting more energy-efficient cooking methods to reduce fuelwood consumption 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU/MIS • Baseline and impact assessment • Annual ongoing beneficiary contact evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> • Community leaders and elites do not dominate community participation processes • Communities are able to exercise independent action and initiative and develop new structures to render participatory planning meaningful • Women are able to participate in social and development activities and adequate women teachers can be found for education programme
<p>Integrated Natural Resource Management</p> <ul style="list-style-type: none"> • Water harvesting and storage infrastructure enhanced and participatory and sustainable watershed management interventions established within an overall strategy of watershed management • Participatory, community-based approaches to rehabilitate and protect the rangeland established and regeneration of range areas set in train 	<ul style="list-style-type: none"> • No. and size of cisterns/reservoirs • No. of protected <i>wadis</i> and dykes • No. and type of soil and water conservation measures implemented • No. of community groups engaged in community range rehabilitation and effectiveness of control mechanisms • Investments to rehabilitate and improve management of rangelands and restore indigenous vegetation • Area of degraded range rehabilitated 	<ul style="list-style-type: none"> • PCU/MIS • PCU/MIS • Annual ongoing beneficiary contact evaluations • Periodic impact assessment • Site/field inspections 	<ul style="list-style-type: none"> • Communities are willing and able to contribute to operation and maintenance • Suitable, transparent and enforceable control mechanisms and benefit-sharing arrangements for range regeneration are worked out and respected by communities

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> Community awareness of importance of environmental conservation enhanced and areas of biodiversity protected and regenerated 	<ul style="list-style-type: none"> Targeted awareness and outreach programmes for local communities launched Communities are active in management of conservation areas, seed collection, etc., and visitors' centres in protected areas are well used Appropriate technologies for livestock and crop production in various ecosystems are available for dissemination and adopted Increases in carbon sequestration from crops, orchards and rangelands No. of professionals trained in ecosystem management No. of alternative sources of fuel introduced 	<ul style="list-style-type: none"> PCU/MIS Annual ongoing beneficiary contact evaluations Baseline and periodic impact assessments Site/field inspections Carbon sequestration surveys and modelling 	
<p>Support for Income-Generating Activities</p> <ul style="list-style-type: none"> Productivity and profitability of livestock, arable crop and horticulture production is enhanced Non-farm income-generating activities established, providing income to women and enhancing their status through increased contributions to family income Marketing understanding and capability expanded and new markets identified for farm and non-farm products 	<ul style="list-style-type: none"> Improvements in animal performance Crop area under optimum cultural practices, yields and sales Orchard area under improved cultural practices and yield increases No. of trials and demonstration plots No. of farmers participating as extension contact farmers and no. of farmers reached No. of farmers adopting improved technology Extent, profitability and sustainability of non-farm enterprises No. of women/men taking up credit to establish income-generating activities 	<ul style="list-style-type: none"> PCU/MIS Annual ongoing beneficiary contact evaluations Baseline and periodic assessment 	<ul style="list-style-type: none"> Appropriate extension messages developed and disseminated Technical support with adequate technical capacity and orientation to market economy will be available to assist farmers to improve their income-earning opportunities Sufficient level of rural entrepreneurial activity and potential
<p>Rural Roads</p> <ul style="list-style-type: none"> Network of feeder roads expanded with community participation, providing improved access for communities to markets and to essential social services 	<ul style="list-style-type: none"> No. of km of feeder roads constructed Improved services and reduced transport service costs Increased access to urgent health care, etc., and consequent benefits 	<ul style="list-style-type: none"> PCU/MIS Baseline survey and periodic impact assessment 	
<p>Project Management</p> <ul style="list-style-type: none"> Effective management of implementation of project interventions 	<ul style="list-style-type: none"> PCU fully staffed Planning and budgeting systems operate effectively 	<ul style="list-style-type: none"> PCU/MIS Supervision reports Quarterly financial statements Annual external audits 	<ul style="list-style-type: none"> No delay in funding Suitable candidates recruited Probity and transparency of operations



QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

Objectives			Instruments			Incremental Benefits					
<p>1. The goal is to improve the welfare of the more disadvantaged rural people in the project area and contribute to poverty alleviation through the conservation, rehabilitation and sustainable use of available natural resources.</p> <p>2. Subsidiary objectives are to:</p> <p style="margin-left: 40px;">(a) assist communities, including women and the poor, to organize themselves to participate in community-based planning and implementation of development activities;</p> <p style="margin-left: 40px;">(b) assist communities to conserve, rehabilitate and sustainably use and manage the natural resource base through developing appropriate community-based institutional mechanisms;</p> <p style="margin-left: 40px;">(c) improve smallholder agricultural and livestock production in a sustainable manner, promote demand-driven non-farm income-generating activities, mainly targeting women, and provide improved access to technical, financial and commercial services and market linkages; and</p> <p style="margin-left: 40px;">(d) improve access to markets and key social services.</p>			<p>The main instruments to be used in implementing the listed components are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • provision of training to community representatives (<i>mandoub</i>s) and the wider community; • improvement of community awareness and interest in global environmental issues, and capacity-building for environmental management; • provision of training on land and water resource management and formation of watershed management associations; • establishment of Protected Range Areas (PRAs) and Range Rehabilitation and Improvement Associations; • construction of some 100 km of asphalted feeder roads; • setting up a revolving fund for rural microfinance; and • diversification of economic activities by promoting non-farming income-generating activities, especially for women, to increase family income. 			<p>Incremental benefits at full development:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incremental net farm income from agriculture and livestock • Decreased cost of water supply to rural areas. • Increased fertility due to reduction of Soil erosion and increased water infiltration. <p>Project beneficiaries (households)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Direct 13 000 <ul style="list-style-type: none"> • Community capacity-building 22 000 • Rural microfinance/revolving fund 6 800 • Rangeland management 3 800 • Biodiversity conservation 22 000 • Agriculture and livestock prod. 8 800 • Off-farm income-generating activities 6 800 • Rural roads 2 000 • Indirect 9 000 					
PROJECT COSTS			FINANCING			BENEFICIARIES			ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS		
COMPONENTS	USD million	% Base Costs		USD million	%	<p>Project activities will be targeted at 22 000 households. The project will address the special needs and interests of women.</p>			<p>Economic IRR (%)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Project as a whole 20 <p>Project cost per household (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Project as a whole 2 038 • Community capacity-building 174 • Rural microfinance/revolving fund 534 • Rangeland management 471 • Biodiversity conservation 163 • Agriculture and livestock production 398 • Off-farm income-generating activities 213 • Rural roads 2022 		
A. Community capacity-building	7.62	19	IFAD	12.70	28.3						
B. Integrated NRM	18.44	46	GEF	5.17	11.5						
C. Support for income-generating activities	4.62	11	Government	10.36	23.1						
D. Rural roads	3.42	8	Beneficiaries	4.38	9.8						
E. Rural microfinance/revolving fund	3.60	9	World Bank	12.22	27.2						
F. Project management	2.74	7	Total	44.83	100						
G. Contingencies	4.39	11									
Total including contingencies	44.83	111									



SUMMARY COST AND FINANCING TABLE

Table 1: Expenditure Accounts by Financiers

Matruh Resource Management
Expenditure Accounts by
Financiers (USD)

	Gov. of Egypt		GEF		Beneficiaries		WB		IFAD		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs															
A. Land compensation fund	-	-	382 099	100.0	-	-	-	-	-	-	382 099	0.9	382 099	-	-
B. PDF-B	-	-	300 000	100.0	-	-	-	-	-	-	300 000	0.7	300 000	-	-
C. Civil Works															
1. Water management	504 970	3.7	269 945	2.0	2 593 316	19.3	-	-	10 103 319	75.0	13 471 551	30.0	1 180 989	11 794 857	495 705
2. Roads and buildings	647 900	11.5	428 138	7.6	858 083	15.2	3 699 793	65.7	-	-	5 633 915	12.6	845 087	4 140 928	647 900
Subtotal Civil Works	1 152 871	6.0	698 083	3.7	3 451 399	18.1	3 699 793	19.4	10 103 319	52.9	19 105 466	42.6	2 026 076	15 935 785	1 143 605
D. Vehicles	220 278	23.3	127 616	13.5	-	-	599 126	63.3	-	-	947 020	2.1	757 616	142 053	47 351
E. Equipment and Materials (including Goods)	829 965	21.2	666 167	17.0	324 395	8.3	2 087 415	53.4	-	-	3 907 942	8.7	1 094 224	2 305 686	508 032
F. Training															
1. Beneficiary training	0	-	115 154	12.4	-	-	655 477	70.4	160 652	17.3	931 284	2.1	372 513	558 770	-
2. Staff training	73 491	10.3	142 084	19.9	-	-	315 071	44.2	182 384	25.6	713 030	1.6	295 801	417 229	-
Subtotal Training	73 491	4.5	257 238	15.6	-	-	970 548	59.0	343 036	20.9	1 644 313	3.7	668 314	975 999	-
G. Technical Assistance															
1. International-TA	232 774	14.5	772 960	48.2	-	-	598 388	37.3	-	-	1 604 122	3.6	1 572 877	25 604	5 642
2. Local-TA	179 499	6.8	1 215 827	46.0	-	-	489 861	18.6	755 479	28.6	2 640 665	5.9	47 998	2 570 382	22 285
Subtotal Technical Assistance	412 273	9.7	1 988 786	46.9	-	-	1 088 249	25.6	755 479	17.8	4 244 787	9.5	1 620 875	2 595 986	27 926
I. Development Initiatives Fund	950 000	50.0	-	-	-	-	950 000	50.0	-	-	1 900 000	4.2	-	1 900 000	-
J. Micro-finance	-	-	-	-	-	-	1 500 000	50.0	1 500 000	50.0	3 000 000	6.7	-	3 000 000	-
K. Labour	-	-	13 187	61.5	-	-	8 256	38.5	-	-	21 443	-	-	21 443	-
Total Investment Costs	3 638 878	10.3	4 433 176	12.5	3 775 794	10.7	10 903 388	30.8	12 701 834	35.8	35 453 069	79.1	6 849 204	26 876 951	1 726 915
II. Recurrent Costs															
A. Salaries and allowances															
1. Staff	4 333 090	89.1	515 180	10.6	-	-	15 082	0.3	-	-	4 863 352	10.8	-	4 863 352	-
2. Honoraria	403 311	71.8	-	-	39 809	7.1	118 885	21.2	-	-	562 005	1.3	-	562 005	-
Subtotal Salaries and allowances	4 736 401	87.3	515 180	9.5	39 809	0.7	133 967	2.5	-	-	5 425 357	12.1	-	5 425 357	-
B. Vehicle Operation and Maintenance	1 148 774	68.6	98 804	5.9	-	-	427 476	25.5	-	-	1 675 054	3.7	837 527	644 896	192 631
C. Office Running Costs	503 442	36.5	122 733	8.9	-	-	752 341	54.6	-	-	1 378 516	3.1	147 435	1 146 306	84 775
D. Civil Works Maintenance	334 411	37.0	-	-	569 511	63.0	-	-	-	-	903 922	2.0	180 784	619 186	103 951
Total Recurrent Costs	6 723 029	71.7	736 717	7.9	609 320	6.5	1 313 783	14.0	-	-	9 382 848	20.9	1 165 746	7 835 745	381 357
Total PROJECT COSTS	10 361 907	23.1	5 169 893	11.5	4 385 114	9.8	12 217 171	27.2	12 701 834	28.3	44 835 918	100.0	8 014 950	34 712 696	2 108 272

7



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Project Coordination and Policy Guidance

1. The MALR will have overall national responsibility for the project, which will continue to be implemented under the guidance of an NCC under the chairmanship of the National Coordinator appointed by MALR. The composition of the NCC will be such as to ensure top-level support from the relevant line agencies of government. The role of the NCC will be to provide guidance on issues of policy and strategy consistent with national programming concerns and to facilitate, support the work of the project management team, and monitor project performance. It will also formally approve (and subsequently receive reports upon) project AWP/Bs. The NCC will meet twice-yearly, preferably following the receipt of supervision mission reports so that current findings can be discussed and any issues resolved.

2. At the local level, the role of the Project Coordination Committee (PCC) will be strengthened with greater emphasis on its role as the interface between the project and the regular government agencies and services. The independent project management has tended to isolate communities from the regular Governorate services. With the project's emphasis on sustainability it is crucial to improve the links between the communities and the regular service providers on whom they will depend for future assistance. The PCC will need to be more proactive in forging such links. In recognition of this, the PCC will be chaired by the Governor or the Secretary-General of Matruh Governorate with the project manager as vice-chairperson. Figure 1 shows the general organizational structure of the project.

B. Phasing of Project Implementation

3. The project will be implemented over a period of six years. In order to ensure a smooth and rapid transition from MRMP-I to this project it is proposed to undertake preliminary activities for the elaboration of new CAPs.

4. The project will be implemented through the mechanism of approved AWP/Bs. These documents will allow established Government formats but incorporate the element of flexibility that is necessary to cater to the demand-driven nature of many project activities. The CAPs prepared by each community will form the basis of the AWP/B, supplemented by the plans of project management departments for supporting activities, e.g. extension, research, training, etc. These plans will be prepared in accordance with the government calendar for national budgeting. Plans and budgets will be submitted to the PCU for review, amendment and approval, prior to consolidation of the composite project AWP/B, which will be submitted to the NCC for approval. Joint beneficiary/community/project review workshops will be held at the end of each year in the SRSCs to provide feedback on project performance. These workshops will ensure that the AWP/Bs for the coming year are consonant with expressed needs and aspirations of communities and that they address perceived deficiencies in project implementation.

5. The participatory planning process in PY 1 will develop the overall development framework for each local community (LC) and social unit (SU) within the LCs. Resources would be allocated on an annual basis allowing for adjustments of allocations based on experience. Therefore each SU will prepare a yearly plan for the funds allocated to it, based on its overall development framework, although this may be revised in the light of experience and new opportunities.

6. Once the participatory planning and resource allocation processes are well established, consideration will be given to a pilot experiment to transfer the funds to selected LCs to manage disbursement to beneficiaries. These LCs should have established a registered community-based



organization. This step, which will mirror procedures under the Sherouk Fund, will better prepare communities for the future management of their development.

7. The LCs will be required to reselect their representatives for the project to allow communities to reassess their choices in the light of emerging new requirements. This process will be renewed in PY 3 in order to guarantee the accountability of the *mandoubs* to their constituencies. In order to broaden managerial experience, each LC should elect an assistant/substitute to the *mandoub* to replace him when absent and help him in his contacts with member households. The assistant/substitute will also provide a potential replacement for the *mandoubs*.

8. The participatory process will be facilitated by community facilitators who will initially assist *mandoubs* in meetings with their constituencies. Training will be provided to communities and representatives as follows:

- (a) training of community representatives (*mandoubs*) and their substitutes in the project methodology and strategy and their roles and responsibilities;
- (b) training of *mandoubs* and community members on the criteria and processes for identifying disadvantaged households, establishing investment priorities, requirements for community/beneficiary contributions to project investments, and modalities of arbitrage in resource allocation.

9. The design of the new CAPs following the proposed approach should be carried out during the very initial stages so that the CAPs/annual plans are ready for implementation at project start-up. Since it will not be possible to recruit the proposed new complement of community development staff before project start-up, existing staff will need to be redeployed and retrained to undertake the task. It is proposed that the Extension Director should be put in charge of the participatory planning exercise together with one assistant at headquarters to form the central team and a minimum of five staff (one per SRSC) assigned as community facilitators.

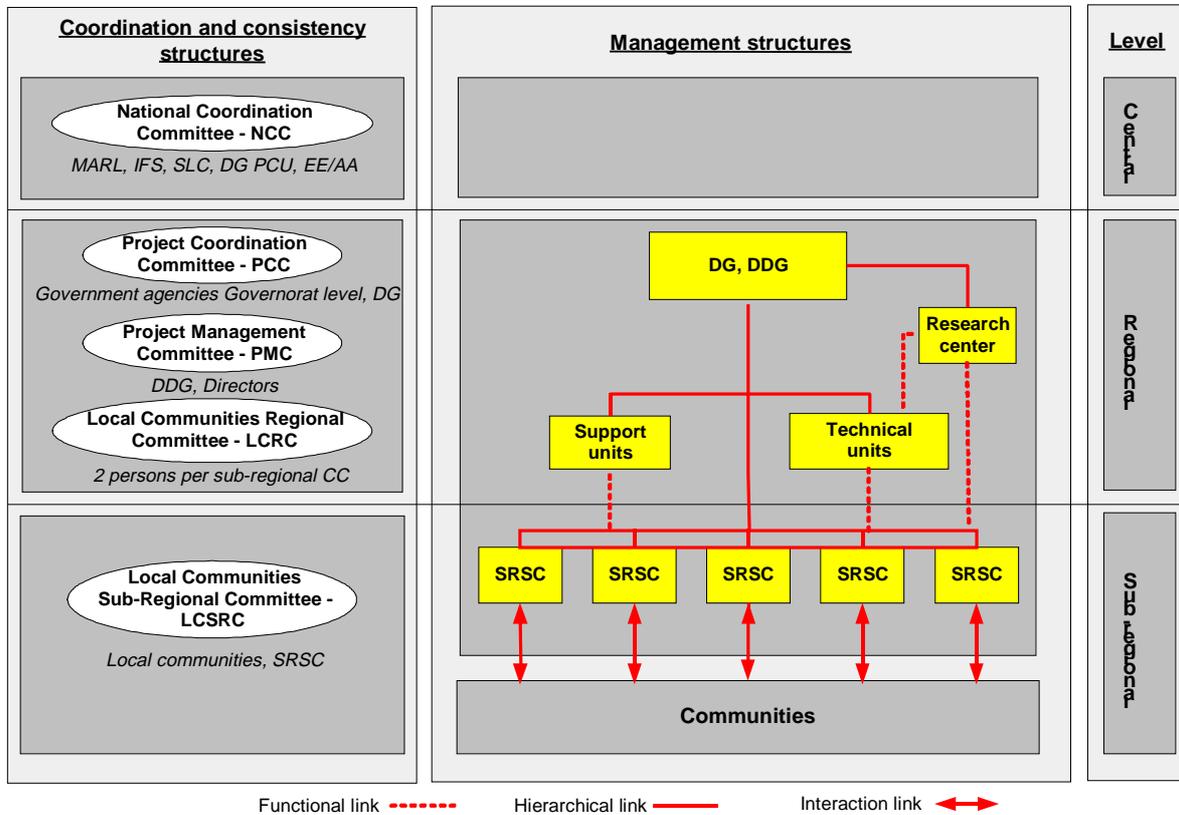
C. Participatory Monitoring

10. **Participatory M&E.** The project will strengthen procedures that allow communities to evaluate their own performance and provide periodic feedback from the project clientele on the efficacy of project activities. This will be ensured through; (i) regular review meetings in each social unit (*bayt*) at which the community will assess its progress in implementing activities planned under its CAP, identify constraints faced and seek solutions thereto. This will cover both individual and collective activities; and (ii) annual review and planning workshops held in each SRSC to provide a forum for reviewing project design and implementation performance with PCU staff and for discussing any modifications necessary.

11. Part of the participatory M&E exercise will be devoted to women's focus groups to ascertain their views on the overall development activities implemented in the community and on special women's activities. For the latter, the aspects covered will include constraints faced, benefits gained, unmet aspirations and impact on women's status both in the household and among the wider community. If feasible, this exercise will be also carried out at the SRSC level to allow for exchanges of experiences and learning from best practices to take place across SUs and LCs.



General Organizational Chart



FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

A. Financial Analysis

1. Six representative farm models have been developed to reflect the incremental incomes due to project interventions. These interventions represent a combination of crop and livestock activities and are based on the two principal farming systems of cereals/livestock and cereals/trees/livestock. Farm models for both farming systems are presented for small and medium farmers, reflecting the impact of improved technology on agriculture and livestock productivity, together with models reflecting the establishment of new orchard areas. Details of the farm models are given in Table 1. These indicate that all proposed improvements are financially attractive and that major income benefits will be derived from tree crop production.

Table 1: Farm Models

Farm model	Project Interventions	Results
Barley and livestock – small 15 sheep/goats 10 fd barley 20 fd close grazing	Improved barley production No increase in area under crops Fodder shrubs as inputs for livestock Better animal productivity with same number of animals Use of additional water for livestock and crops (human needs already satisfied)	Income increases by 31% IRR – 17%
Barley and livestock – medium 50 sheep/goats 20 fd barley 20 fd close grazing	As above	Income increases by 29% IRR – 27%
Tree, barley and livestock – small 15 sheep/goats 10 fd barley 2.4 fd orchard	Improved barley production Fodder shrubs as inputs for livestock Supplementary irrigation for orchards Improved orchard management (pruning, fertilizer, pesticide) Better animal productivity with same number of animals Use of additional water for livestock and agriculture (human needs already satisfied)	Income increases by 55% IRR – 45%
Tree, barley and livestock – medium 50 sheep/goats 20 fd barley 4.75 fd orchard	As above	Income increases by 51% IRR – 53%
New plantation and livestock – small 15 sheep/goats 10 fd barley 2 fd of orchard	Improved barley production Planting of new trees Small increase in area under crop Better animal productivity with same number of animals Use of additional water for livestock and agriculture (human needs already satisfied)	Income increases by 89% IRR – 27%
New plantation and livestock– medium 50 sheep/goats 20 fd barley 4 fd of orchard	As above	Income increases by 73% IRR – 35%



2. The risk analysis on the impact of variability in rainfall indicated that overall agricultural and resource improvements in the project area show good financial returns that are sufficiently robust to cope with adverse climatic conditions, with the exception of new orchards that have a 41% probability of showing returns below 12% because of poor rainfall. However, technological packages should be designed in such a way as to minimize on-farm investment costs. For new orchards, the proposed provision of seedlings and start-up fertilizer free-of-charge under the project to poorer farmers is shown to be fully justified.

B. Economic Analysis

3. The economic viability of the project was examined over 20 years to reflect the economic life of the major investments. An import parity price was used for barley. For other agricultural outputs, financial prices were assumed to adequately reflect economic prices. For livestock outputs, the economic price has been assumed to equate to the financial price as the livestock sector is not characterized by any economic distortion. Financial prices were adjusted using a standard conversion factor of 0.9 whilst the economic cost of labour has been estimated at 50% of the prevailing wage rate to reflect the excess in the supply of labour and the lack of alternative employment opportunities in the labour market during most of the year. The economic price of water provided by the project through investments in water infiltration through dykes is represented by the long-term marginal cost of water delivered by pipeline from Alexandria plus local transport for supplemental irrigation of orchards. Cisterns are assumed to only satisfy human and animal consumption needs.

4. The quantified benefits include incremental net farm incomes from agriculture and livestock, lower cost of water supply to rural areas, increased fertility due to reduction of soil erosion and increased water infiltration. The non-quantified benefits include benefits associated with the strengthening of communities and women's development capacity, support for off-farm income-generating activities and marketing, road construction and biodiversity conservation, species protection and carbon sequestration activities. The full costs of the project support activities have been added to farm model costs for the economic analysis. On this basis, the EIRR is 12%¹. Economic viability is ensured mainly by a better water harvesting capacity allowing for an increase in the area under orchards and better productivity of both crops and livestock. The non-quantified benefits will improve the economic viability of the project. Similarly, when costs that do not directly contribute to quantified benefits such as project management, development initiatives fund and biodiversity conservation are omitted, the EIRR increases to 14%. Sensitivity analysis indicates that up-take ratios may significantly affect economic returns. In a demand-driven project, this is a clear indication that substantial effort should be put into fostering community participation.

¹ This EIRR is nearly equivalent to that calculated for MRMP-I at appraisal.



EXPERIENCE OF MRMP-I AND DESIGN IMPLICATIONS FOR MRMP-II

A. Background

1. The Matruh Resource Management Project (MRMP-I), a development project with a strong adaptive research and technology base, was launched by the World Bank in 1994 to break the cycle of resource degradation and poverty in the rainfed areas in the western part of Egypt's NWC region. Scheduled to close at the end of 2001, the project has been extended until the end of 2002. The total project cost of USD 29.4 million is cofinanced by the Government, a World Bank (IDA) loan, and beneficiary contributions. The mandated area extends 320 km along the NWC from Ras El-Hekma in the east to El-Salloum on the Libyan border in the west and 60 km inland.

B. Evaluation of Achievements

2. MRMP-I has made clear progress in achieving its objectives of sustainable resource management and poverty alleviation. The beneficiary pool of 6 000 households envisaged at appraisal has gradually been enlarged to more than 18 700 households and, of these, over 51% have directly benefited from project activities. Project interventions have increased the incomes of more than 58% of all households, although to a variable extent, but mostly by 25% or more. The project has also effectively improved resource management by extensive development and conservation activities. However, it is too early to assess the sustainability of the achievements and impact.

3. MRMP-I has supported the construction of water storage cisterns and reservoirs that have increased storage capacity by about 1.2 million m³ (more than four times the original target of 0.25 millionm³). Water harvesting structures (stone, earthen and cement dykes) were constructed to improve crop production over an area of 3 200 fd and reduce soil erosion. In the upper catchment area, around 2 260 fd of degraded rangeland were reseeded (showing a good survival rate), leading to improved vegetative cover and reduced soil losses. The construction of check dams to control gully erosion has also served to provide water for crops on 730 fd. About 65 km of windbreaks, using a local plant known as 'boos', were planted to protect the sandy soil from wind erosion. These measures led to increased productivity of between 80 and 215%, with small farmers achieving proportionally higher results.

4. The range management programme helped local communities to establish 12 000 fd of fodder shrubs, to over-seed 2 000 fd of rangeland with native species and to establish 250 selected range management areas comprising 25 fd of fenced shrub plantation and 25 fd of barley/vetch and/or barley/fodder shrub intercropping. Shrub survival rates have been more than 50% and mostly in excess of 70%. Forage production was highly variable ranging from 10 to 80 tons of fresh weight /25 fd. The range herbarium and botanical garden have identified, collected and preserved 292 native fodder plants and 53 species; and, for many species, seed multiplication has been initiated to restock the degraded rangelands. Livestock improvement activities achieved significant improvements in productivity through improved feeding regimes (which have led to a significant reduction in the use of concentrates), improved veterinary care and breeding improvements through promoting ram/buck exchanges with a resultant doubling of income from the sale of kids.

5. Crop research and extension has resulted in the widescale promotion of an improved barley variety, Giza 126, which, combined with improved cultural practices, has increased yields by 70-100% and has been widely adopted. Substantial yield increases were also achieved thanks to simple improvements in tree management practices (fertilization, pruning, integrated pest management, harvesting techniques) and post-harvest handling when applied to the rejuvenation of neglected orchards or to improve productive ones.



6. Although not originally included in the project design, the women-in-development (WID) programme has made major achievements in the area of literacy education (for 4 800 illiterate girls), establishment of small income-generating projects for around 1 000 women, training in handicrafts, home gardening (around 1 500 women), labour-saving equipment (hand pumps, gas stoves, carts for around 1 500 women), improved nutrition, health and sanitary conditions (2 500 latrines), and environmental awareness.

C. Design Implications

7. The introduction of the participatory approach under MRMP-I has laid a solid foundation on which to build during the present project. The concepts of community development, participatory planning, representation of the local population, etc., have become more familiar in the project area. Thanks to MRMP-I, there is greater trust and confidence on the part of the communities that were previously distrustful of government. The project therefore contributed to creating an institutional mechanism of dialogue and consultation with the local population. However, due to various reasons, certain shortcomings will need to be addressed under the new project as it is now evident that, in relation to community development, planning and strengthening the capacities of local communities, MRMP-I was too ambitious in terms of its objectives while having no clear strategy and the necessary means to attain its objectives (appropriate organization, human resources, training, etc.).

8. The success of the WID programme together with the desire to seek greater involvement of women in the participatory approach justifies a particular focus on women's development under the new project. The women's programme under MRMP-I was handicapped by a lack of resources and autonomy. Taking up the new challenge will require a stronger women's department with more experienced staff and more operational independence.

9. For agricultural development, the main pointer emerging from the experience of MRMP-I is the strong preference of farmers for interventions that have low costs and incur minimal effects on farming systems, rather than more complex, expensive and risky ones. This reflects both the inherent reluctance to change and a lack of resources to implement new techniques. It is further shown that technologies already developed and introduced are capable of solving the great majority of the productivity problems while the wide disparity in productivity gains achieved by farmers from the uptake of the interventions indicates that there is scope for narrowing the gap through identifying the best practices and replicating them on a wider scale. Hence, the future emphasis should be on the wider and more intensive dissemination and promotion of the presently available crop and livestock improvement packages for mainstream farming systems. The focus should be on those that require least cost and cause least disruption to current farming practices, in line with the needs of a target group that is now to comprise more of the small and poorer farming households – and those in more distant and less advantaged communities. For cost effectiveness and self-reliance, more emphasis in extension methodologies should be put on farmer-to-farmer exchanges of information.

10. The lessons learned from MRMP-I in terms of rehabilitation and development of rangeland emphasize the need to devise alternative approaches to range rehabilitation that would be more cost-effective and more widely replicable, and to consider institutional approaches focusing on community management of the rangeland resource that received little attention under MRMP-I. While the benefits of adopting an integrated approach to water management compared with the previous approaches of fragmented interventions, particularly in the context of *wadi* development, have been amply demonstrated, experience has also shown the need for more detailed and location-specific information to ensure sound planning. It has also been found that, due to the specific nature of the project environment, the available technology was not adequate to address the need to find the fine balance between providing adequate rainfall run-off to downstream areas while also preventing soil erosion. Further adaptive research is therefore required.

